

Étude Qualitative de la Corrélation entre Qualité et Financement de l'Enseignement Primaire au Mali

Qualitative Study of the Correlation between Quality and Funding of Primary Education in Mali

Amadou Tiéman SANGARE

LAREM, Institut Universitaire de Gestion (IUG), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)-Mali

Boubacar BAGAYOKO

FOCS, Institut Universitaire de Gestion (IUG), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)-Mali

Résumé : L'éducation en tant que facteur d'acquisition de connaissances, de valeurs et d'aptitudes joue un rôle déterminant dans le développement économique et social des nations modernes. Elle se présente comme un processus d'acculturation que l'UNESCO définit comme « l'adaptation d'un individu ou d'un groupe d'individus aux modèles culturels propres à une société ». Il est de nos jours irréfutable que dans tous les États, l'école apparaît comme l'institution éducative de premier plan, seule à mesure de transmettre le savoir indispensable à l'intégration consciencieuse dans les sociétés. Il s'agissait essentiellement de mettre l'accent sur l'enseignement de base (primaire et premier cycle du secondaire) pour assurer sa progression vers une généralisation au cours des dix années qui suivaient la conférence. Cet engagement fort intervient cependant à un moment où la conjoncture économique est très défavorable.

Ainsi l'objectif principal de cet article est d'étudier la relation qualité et financement de l'éducation à travers l'enseignement Primaire au Mali. De ce fait, nous avons opté pour la méthode statistique probabiliste dans la mesure où ces hommes et femmes sont sélectionnés de manière aléatoire.

Dans toutes les enquêtes qualitatives, la taille de l'échantillon est un facteur déterminant pour obtenir des données fiables et elle est définie comme le nombre de personnes qui répondent effectivement à un questionnaire. Nous avons réussi à sélectionner un échantillon de 70 individus.

Mots-clés : Education, Enseignement Primaire, Qualité, Financement, Mali.

ABSTRACT: Education as a factor in the acquisition of knowledge, values and skills plays a decisive role in the economic and social development of modern nations. It is presented as a process of acculturation which UNESCO defines as "the adaptation of an individual or a group of individuals to the cultural models specific to a society". It is now irrefutable that in all states, the school appears to be the leading educational institution, the only one capable of transmitting the knowledge essential for conscientious integration into societies. The main focus was to focus on basic education (primary and lower secondary) to ensure its progression towards generalization over the ten years following the conference. This strong commitment comes however at a time when the economic situation is very unfavorable.



Thus, the main objective of this article is to study the relationship between quality and financing of education through primary education in Mali. Therefore, we opted for the probabilistic statistical method insofar as these men and women are selected at random.

In all qualitative surveys, the sample size is a determining factor in obtaining reliable data and is defined as the number of people who actually answer a questionnaire. We managed to select a sample of 70 individuals.

Keywords: Education, Primary education, Quality, Funding, Mali.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7424869>

1. Introduction

Au moment des indépendances, l'éducation s'est vue accorder une forte priorité par les États d'Afrique parce qu'elle était considérée comme un investissement permettant de favoriser le développement économique. Cette idée fait désormais l'objet d'un consensus international. Dans sa formulation la plus restrictive et mécaniste, le taux de croissance de la production dépend de celui de la scolarisation (Appleton 2000). Dans sa formulation la plus large, l'éducation fait partie du développement humain, condition nécessaire de la mise en œuvre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté (World Bank & IMF 2002).

Malgré des efforts importants depuis les années 1960, les progrès insuffisants de la scolarisation, mesurés par les taux de scolarisation, les taux de survie dans les différentes classes des différents cycles, en particulier le primaire, ou par les écarts entre garçons et filles en matière de scolarisation ont amené la plupart des pays du monde à affirmer ou réaffirmer leur engagement pour le développement de « l'Éducation pour tous » (EPT) à la conférence de Jomtien en 1990. Il s'agissait essentiellement de mettre l'accent sur l'enseignement de base (primaire et premier cycle du secondaire) pour assurer sa progression vers une généralisation au cours des dix années qui suivaient la conférence. Cet engagement fort intervient cependant à un moment où la conjoncture économique est très défavorable. Depuis le milieu des années 1980, la croissance économique est faible et les prix des produits exportés par les pays d'Afrique chutent. La crise est aggravée par l'ajustement structurel qui contraint les États, sous pression extérieure, à réduire leurs dépenses publiques, en particulier celles qui concernent les personnels de l'État. L'éducation et la santé sont très touchées par ces restrictions budgétaires, dans un contexte d'appauvrissement des populations et donc aussi de réduction des dépenses privées. Si la scolarisation a progressé dans de nombreux pays, cette progression a été insuffisante dans les pays les moins scolarisés, tandis que d'autres enregistraient des mouvements de déscolarisation. Dans un contexte de croissance retrouvée à la fin des années

1990, il a été décidé à Dakar en 2000 de renouveler et d'élargir les engagements pris à Jomtien, lesquels s'inscrivent désormais dans les objectifs du développement international.

Les recommandations des organismes multilatéraux portent donc, d'une part, sur la maîtrise des dépenses d'éducation à travers leur augmentation, la réduction des coûts unitaires, l'amélioration des conditions d'enseignement et la réallocation des dépenses d'éducation en direction du primaire et, d'autre part, sur la mobilisation des ressources publiques, privées et extérieures pour un enseignement de qualité. Ce sont ces éléments que nous nous proposons d'analyser ici pour mieux comprendre la situation actuelle du financement de l'éducation au Mali. A cet effet, nous nous sommes posé la question de recherche suivante à savoir : Quelle serait la relation entre Financement et qualité de l'enseignement Primaire au Mali?

Pour atteindre ce but, nous avons divisé notre papier en deux parties : la première partie de cet article est consacrée à la revue de littérature et la justification des choix méthodologiques. Dans la deuxième partie, les résultats seront présentés et discutés.

2. RADIOSCOPIE DES POLITIQUES DE FINANCEMENT DE L'EDUCATION AU MALI.

Le développement d'un pays repose sur son niveau d'instruction. Ceci est d'autant vrai que l'on constate que les pays où le taux de scolarisation est faible, sont des pays pauvres. Galbraith note à ce sujet « il n'y a pas dans ce monde de population éduquée qui soit pauvre et il n'y a pas de population illettrée qui soit pas pauvre ». De nombreux travaux ont mis en exergue le rôle déterminant des investissements éducatifs et du niveau du capital humain d'une entité sur le progrès économique et social. Mais, un autre courant d'auteurs apportent des visions souvent contradictoires et alimentent les débats sur le lien entre éducation et les autres facteurs de développement. Il nous faudrait diagnostiquer les plans et programmes mis en œuvre au Mali. L'expression « éducation comparée » a été employée pour la première fois en 1817 et les grandes questions que soulèvent actuellement « l'éducation comparée » remontent pour la plupart du XIX^e siècle. Deux conceptions ont été développées : l'universalisme qui amène l'éducation à déborder les frontières d'un pays et le particularisme qui insiste sur les spécificités sociales et culturelles. Dans tous ces contours, il ressort une idée récurrente : le niveau d'instruction tire positivement la productivité et par-delà le développement. C'est à dire que tout retard personnel, étatique ou régional dans ce sens pourrait se répercuter sur le niveau de développement. On peut alors à juste titre se demander quelle place l'éducation occupe dans

les économies des pays pauvres ; en rapport avec ces théories et du développement récent des modalités d'octroi d'aide publique au développement notamment de l'Initiative PPTE et les OMD. Nous allons nous atteler à analyser les priorités de l'allocation des ressources en matière d'éducation dans le cas du Mali : les politiques publiques de qualité impliquent des investissements cohérents et efficaces, permettant d'avoir à la fin une rentabilité. Un accent particulier sera mis ainsi sur le fait que les dépenses publiques en matière d'éducation (infrastructures, personnels de qualité, outils didactiques adéquats, politiques éducatives soutenues et pertinentes) constituent la pierre angulaire de la croissance « positive ». Ces dépenses doivent pour être d'abord orientées vers les besoins éducatifs fondamentaux tenir compte de l'existence préalable de ces facteurs. Mais, dans la plupart des pays pauvres se pose l'équation de créer une harmonie entre les dépenses publiques et les besoins prioritaires des populations en mettant en avant le souci de progrès social et économique. Les pays de l'OCDE ont un PIB par tête moyen 29000 dollars et un taux de scolarisation combiné de 93%. Du point de vue de l'ensemble des pays en développement pour les mêmes années, ils dégagent un PIB moyen de 4054 dollars et un taux de scolarisation brut de 60%. C'est encore plus rude pour les pays d'Afrique subsaharienne qui affichaient un revenu moyen de 1790 dollars et un taux de scolarisation combiné de 44%. C'est encore plus préoccupant pour la catégorie des pays les moins avancés qui dégagent à leur tour un taux de scolarisation de 43% et un PIB de l'ordre de 1307 dollars. Il faut noter cependant, même en cas d'une scolarisation élevée, il n'est pas systématique d'établir une relation positive, il faut surtout qu'il y est une construction globale de lutte contre la pauvreté en ne négligeant aucun secteur économique (agriculture, santé, infrastructures, industrie, la gouvernance...). L'objectif avant tout, était de déterminer l'impact de l'éducation sur le développement global du pays : comment mesurer l'effet de ce secteur sur le développement politique, économique et social (du point de vue qualitatif et opérationnel) ? Cette situation nous amène à aborder la question autrement, et surtout du fait que malgré des décennies, l'espoir tant affiché au secteur de l'éducation de contribuer au développement de ces pays devient chimérique. Pourquoi l'éducation en Afrique subsaharienne en général et au Mali en particulier 'traîne' à jouer son rôle de vecteur de développement ? Comment l'éducation peut être un facteur clé pour sortir les populations de la pauvreté ? Un taux très élevé de scolarisation est-il systématiquement source de croissance et de développement ? Qu'est-ce qui pousse au rapprochement entre l'éducation et le développement dans un pays ? Quelle place occupe le volet éducation dans le discours des pays financeurs pour aider le Mali à sortir de la pauvreté d'une part, et les moyens d'action mis en œuvre (objectifs et actions) d'autre part?

Le système éducatif s'entend « comme l'ensemble constitué par les instances d'initiative et de conception, les structures de planification, de production et de gestion, ainsi que les établissements d'enseignement et de formation qui concourent en interrelation à la transmission des savoirs, des savoir-faire, et des savoirs être». Le fondement du système éducatif Malien se trouve dans le système colonial et hérite d'un cadre éducatif très centralisé. Le système éducatif du Mali mis en place depuis 1962 par une réforme profonde a connu des succès mais aussi des difficultés dans son évolution. De nos jours, le système qui est cité comme exemple dans la sous-région est confronté à une crise de fonctionnement depuis 1990. Il faut lier cette crise au contexte politique de démocratie en construction mais aussi aux difficultés économiques du pays. L'école Malienne a été fortement marquée par des perturbations de cours, des grèves, des violences au cours de cette période. Les premiers responsables politiques de l'époque affichaient comme objectifs la formation en si peu de temps des élites dont a besoin l'administration. L'école devient alors un enjeu à travers laquelle s'exprime la fierté nationale, c'est pourquoi on assiste à une forte implication de l'Etat dans le domaine de l'éducation. Le système comporte une éducation formelle et une éducation non-formelle. La première est composée à son tour de trois grands sous-ensembles : l'enseignement de base (l'enseignement préscolaire et spécial, l'enseignement fondamental 1er et 2ème cycle), l'enseignement secondaire et supérieur. La seconde quant à elle a pour objectif de mettre en œuvre toute forme appropriée d'éducation des jeunes non scolarisés ou déscolarisés et d'adultes en vue d'assurer leur promotion sociale, culturelle et économique à travers les centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF), les centres d'éducation pour le développement (CED) et les centres d'apprentissage féminins (CAFE). L'école est rendue obligatoire pour tous les enfants ayant sept ans révolus. Malgré toute cette vocation et l'institutionnalisation de l'école, elle ne dépassera guère le stade des premiers objectifs d'urgence affichés par les autorités.

2.1. FINANCEMENT INTERNE DE L'EDUCATION

Les dépenses allouées au secteur en 2018 étaient de 272 524 101 991 FCFA et celles de 2017 étaient de 282 327 129 846 de FCFA, ce qui souligne une baisse des ressources du secteur. En cette période la volonté du gouvernement de faire l'éducation de base une priorité (car il s'agissait bien de l'éducation de base) lui a été inspirée par la nature des financements. Si l'éducation de base avait l'objet d'une attention toute particulière de l'Etat Malien et de ses partenaires techniques et financiers (PTF), cela se faisait au détriment de l'enseignement supérieur. Cette stratégie visait selon eux, à scolariser un grand nombre d'enfants issus de

familles défavorisées. C'est ainsi que le l'éducation de base recevait 59 % du budget de l'éducation, le secondaire général 16%, le secondaire technique et professionnelle 10 % et le supérieur 15 %. Le secteur a bénéficié de la plus grande part du budget national depuis des années. Le pays a un taux d'alphabétisation et de scolarisation faible comparé à la moyenne à ce XXIème siècle sur le plan international. Pour essayer de palier le problème, le pays fait plus d'effort chaque année. Il convient de signaler qu'au Mali les principales sources intérieures de financement de l'éducation sont l'Etat en premier lieu, les APE (association des parents d'élèves), les communautés, les comités locaux de développement, les municipalités et les promoteurs privés (voir tableau 1 pour les dépenses Publiques totales dans le secteur Education au Mali en % du PIB et tableau 2 pour les indicateurs socio-économiques).

Tableau 1: Dépenses Publiques totales dans le secteur Education au Mali en % du PIB

Données	Valeurs	Variation en %
1980	3,47	-2,53
1988	2,45	-25,61
1998	2,65	8,61
2008	3,42	-2,84
2017	3,31	7,12
2018	3,25	-1,81

Source : Calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale

NB : La variation est entre deux valeurs consécutives.

Le tableau 1 montre que les dépenses publiques allouées à l'éducation évoluent en dent de scie entre 1980 et 2017. De 1988 à 1998, on constate une variation positive, puis de 1998 à 2008 une variation négative et enfin de 2008 à 2017 une évolution croissante.

Tableau 2: Indicateurs socio-économiques

	EME P 2001	ELI M 2003	ELI M 2006	ICS/ELI M 2010	EMO P 2011	EMOP 2013	EMO P 2014	EMO P 2015	EMO P 2016	EMOP 2017
Démographique										
Population totale (en millions)	10,2	11,0	12,3	14,5	15,8	16,8	17,3	17,7	18,3	18,8
Population urbaine (%)	26,2	30,2	24,6	22,0	22,4	26,4	24,5	24,6	25,4	25,2
Population féminine (%)	50,7	50,6	50,1	51,4	50,5	50,8	50,4	50,3	49,9	49,9
Population âgée de -15 ans (%)	45,9	47,2	47,9	48,8	46,2	48,7	48,8	48,8	49,8	48,8
Population âgée de 7-12 ans (%)	17,4	17,7	18,3	17,9	16,8	17,6	17,1	17,1	17,9	17,7
Taille moyenne des ménages	9,4	9,0	8,5	9,5	10,6	10,7	8,4	8,2	7,8	7,8
Education et Alphabétisation										
Taux brut de scolarisation (%) au primaire I	45,1	66,8	74,4	75,4	79,8	74,0	72,3	74,1	77,1	76,1
Filles (%)	39,4	60,1	69,5	71,5	77,0	71,4	70,4	71,1	75,0	74,8
Garçons (%)	50,2	73,1	79,0	79,1	82,3	76,3	74,1	76,8	78,8	77,2
Taux net de scolarisation (%) au primaire I	31,3	48,0	55,2	54,3	57,5	54,0	55,4	57,3	60,2	60,9
Filles (%)	27,5	44,3	52,4	51,8	55,2	52,7	53,6	55,2	58,9	60,4
Garçons (%)	34,8	51,3	57,8	56,7	59,5	55,1	57,0	59,2	61,4	61,4
Taux brut de scolarisation (%) au primaire II	20,1	32,0	36,9	46,7	56,7	49,1	52,8	55,4	53,9	54,6
Filles (%)	14,0	27,7	30,7	39,1	48,7	43,6	47,5	49,8	53,2	55,3
Garçons (%)	26,1	36,0	42,2	54,7	65,2	54,2	57,5	60,3	54,6	53,9
Taux net de scolarisation	7,9	14,2	16,5	22,8	26,3	23,2	28,0	31,1	31,9	29,5

(%) au primaire II										
Filles (%)	6,6	13,1	13,7	20,4	23,4	20,6	25,5	28,3	32,3	30,7
Garçons (%)	9,1	15,1	18,9	25,4	29,4	25,6	30,2	33,5	31,5	28,4
Population de 6 ans ou plus sans instruction (%)	79,4	72,4	58,0	62,5	62,7	61,5	62,0	62,0
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus (%)	21,3	24,0	26,2	29,4	33,4	35,2	31,0	33,1	31,0	34,3
Femmes (%)	12,7	15,9	18,2	18,8	24,6	24,1	21,5	22,2	21,6	24,6
Hommes (%)	30,7	32,7	34,9	41,6	43,1	47,5	41,5	45,1	41,4	44,8

Source : Compte de la santé et INSTAT 2017

Le tableau 2 nous montre qu'en moyenne, sept personnes sur dix (70,5 %) sont sans niveau d'instruction au nombre desquelles il y a 66,1 % d'hommes et 74,8 % de femmes. Seul 0,8 % de la population a atteint un niveau d'études supérieures. Le taux brut de scolarisation au premier cycle de l'enseignement fondamental est estimé à 76,1 %. Les garçons sont plus scolarisés que les filles (77,2 % contre 74,8 %). Mopti est la région la moins scolarisée avec 47,6 % de TBS.

- Le taux brut de scolarisation au second cycle de l'enseignement fondamental s'élève à 54,6 %. Les filles sont scolarisées plus que les garçons (55,3 % contre 53,9 %). Le taux brut le plus faible au second cycle a été enregistré à Mopti soit 26,8 %.
- Au premier cycle du fondamental, l'abandon volontaire avec 34,3 % de cas constitue la principale raison pour laquelle les élèves abandonnent l'école, suivi de l'échec scolaire avec 13,9 %.
- Au second cycle du fondamental, l'abandon volontaire avec 49,5 % de cas constitue la principale raison pour laquelle les élèves abandonnent l'école, suivi par l'échec scolaire avec 28,6 %.
- Le taux d'alphabétisation des adultes âgés de 15 ans ou plus est estimé à 34,3 % en 2017. Il est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (44,8 % contre 24,6 %).

2.2. FINANCEMENT EXTERNE:

Les évaluations des besoins de financement ont progressivement glissé de l'effort financier supplémentaire nécessaire pour atteindre les objectifs de l'ÉCOLE POUR TOUS (EPT) vers les écarts entre ce financement supplémentaire et les financements internes que les États sont supposés être capables de mobiliser, écarts qui doivent être comblés par les financements extérieurs. Le caractère déterminant de la volonté politique des États dans les progrès de la scolarisation est mis en avant par les agences d'aide internationales, comme l'est également l'idée que cette volonté doit se traduire par des efforts budgétaires adéquats. Les limites perçues de ces efforts constituent le champ d'intervention de l'aide internationale.

Comme les budgets publics qui en canalisent l'essentiel, l'aide est caractérisée par son volume, ses priorités et son efficacité.

L'aide aux secteurs sociaux est passée de 5,5 milliards à 8,35 milliards de dollars US entre 1995-1996 et 2016--2017, et la part des secteurs sociaux dans l'aide accordée par le Fonds africain de développement (FAD) a chuté de 18 à 9 % pendant la même période (*ibid.*).

Il subsiste un écart important entre la rhétorique des agences d'aide internationales sur les secteurs sociaux et les pratiques financières. Les problèmes de fongibilité de l'aide (Devarajan *et al.* 1999) et les résultats décevants de la période précédente incitent sans doute les bailleurs de fonds à reconsidérer leurs modalités de financement. L'approche projet reste cependant prédominante par rapport à l'approche sectorielle, et l'éducation se prête moins bien que d'autres secteurs à une évaluation de résultats fondée sur le rendement des investissements. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles l'éducation est en position moins favorable pour le financement que d'autres secteurs, comme la santé, dans lesquels les résultats sont plus visibles, ou la réforme des institutions au nom de la bonne gouvernance, qui prend une importance croissante dans les financements de la Banque Mondiale. Par ailleurs, les besoins de financement de l'éducation relèvent essentiellement des dépenses courantes, alors que l'aide s'est jusqu'à présent concentrée sur l'investissement, en particulier la construction d'écoles. Enfin, l'idée développée par la Banque Mondiale que l'efficacité de l'aide dépend essentiellement de la qualité des politiques menées par les gouvernements et de leur engagement exonère les agences d'aide de toute responsabilité, *ex-ante*.

On peut se demander si les objectifs fixés pour les États d'Afrique ne sont pas volontairement hors d'atteinte, ce qui permettra de justifier ainsi *ex-post* une évolution de l'aide inadéquate en faisant porter aux États la responsabilité.

3. METHODOLOGIE :

Ce point décrit les principales activités entourant la réalisation de cette recherche. D'abord, il développe l'approche méthodologique retenue par l'étude à travers la présentation des différentes techniques et méthodes utilisées pour le recueil et le traitement des données. L'étude a été menée au Mali dans le District de Bamako à cause de sa forte densité. Cette étude de cas est motivée par l'absence d'études détaillées sur la corrélation qualité et financement de l'éducation primaire dans la capitale du Mali qu'est Bamako. De ce fait, nous avons opté pour la méthode statistique probabiliste dans la mesure où ces hommes et femmes sont sélectionnés de manière aléatoire. Cela étant, l'objectif assigné à cette interview était de recueillir les points de vue des enseignants, des parents mais également des élèves car ces derniers étant au centre de l'éducation sur le financement de l'enseignement primaire de qualité. Au cours de ces étapes ; les enseignants, les parents et les élèves ont été choisis de manière aléatoire. Les rencontres ayant pris une durée de 10 jours, soit du 24 octobre au 02 Novembre 2021 et se réalisaient au sein des écoles (lieu d'activités des interviewés). Dans toutes les enquêtes qualitatives, la taille de l'échantillon est un facteur déterminant pour obtenir des données fiables et elle est définie comme le nombre de personnes qui répondent effectivement à un questionnaire. Nous avons réussi à interviewer 70 individus ; 30 enseignants, 30 parents d'élève et enfin 10 élèves.

3.1. RESULTATS :

Nous procéderons dans cette phase à l'analyse de données issues de l'enquête.

Tableau 3: Présentation de l'échantillon (caractéristiques socio - démographiques des personnes interviewées)

		Masculin	Féminin	Absolue	Relative		
1	Parents	20	10	30	42,86%	28-63ans	45,5ans
2	Enseignants	18	12	30	42,86%	30-56ans	43ans
3	Élèves	4	6	10	14,28%	8-14ans	11ans
TOTAL		42	28	70	100%		

Source: Auteurs avec les données de l'interview

Partant de notre tableau 3, 42,86% des interviewés ont répondu pour le compte des parents, 42,86% pour le compte des enseignants et 14,28% pour le compte des élèves. Cette faible

répartition s'explique par le fait que nous menons notre étude dans les institutions scolaires primaires. L'âge moyen des parents est de 45,5ans, celle des enseignants est de 43ans et enfin 11ans pour les élèves. Enfin, pour le variable sexe nos remarquons que 60% des interviewés sont des hommes en raison de 20 pour les parents, 18 pour les enseignants et 4 pour les élèves. Par-ailleurs 40% sont des femmes en raison de 10 pour les parents, 12 enseignants et 6 élèves.

Tableau 4: Avez-vous une idée de combien vous avez dépensé au total pour l'éducation de vos enfants pour les 12 derniers mois ?

	Effectif	Fréquence en %
Oui	54	77,14
Non	16	22,86
Total	70	100

Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

Ce Tableau 4 montre que sur un effectif de 70 personnes ,54 soit 77,14% ont fait savoir qu'ils se souviennent de leurs dépenses d'éducation au cours des 12 derniers mois, par contre 16 personnes soit un effectif de 22,86% ont fait savoir qu'ils se rappellent pas des dépenses affectées à l'éducation pendant la même période

Tableau 5: Dans quelle zone de coûts positionneriez-vous ?

Zone de coûts	Effectif	Fréquence en %
- moins de 5 000 FCFA	-	-
- 5 000 à 50 000 FCFA	2	3,70
- 50 000 à 200 000 FCFA	10	18,52
- Plus de 200 000 FCFA	42	77,78
Total	54	100

Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

Par rapport au coût (réf tableau 5) , 42 personnes soit 77,78% ont fait savoir qu'ils ont dépensé un peu plus de 200 000FCFA alors que 10 soit 18,52% ont dépensé entre 50 000 et 200 000FCFA durant la même période, 2 soit 3,70% ont dépensé entre 5 000 et 50 000FCFA, cela prouve que l'éducation à un coût élevé au Mali et ce dernier est difficilement supportable par la population.

Tableau 6: Etes-vous satisfait de l'hygiène et la propreté des locaux (salle de classe, sanitaire)

Appréciation	Effectif	Fréquence en %
- Pas du tout	35	50
- Pas satisfait	25	35,72
- Satisfait	10	14,28
- très satisfait	-	-
Total	70	100

Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

Dans le tableau 6, les statistiques révèlent que 50% des individus ne sont pas du tout satisfaits de l'hygiène et la propreté des locaux ; 35,72% ne sont pas satisfaits. Par ailleurs il faut noter que seulement 14,28% sont satisfaits et aucun individu n'est très satisfait

Tableau7: Etes-vous satisfait des Moyens pédagogiques utilisés (documentation, supports...)?

Appréciation	Effectif	Fréquence en %
- Pas du tout	30	42,86
- Pas satisfait	30	42,86
- Satisfait	10	14,28
- très satisfait	-	-
Total	70	100

Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

Les données de ce tableau 7, nous montrent que 30 individus sur 70 soit 42,86% ne sont pas du tout satisfaits ; le même nombre d'individus soit 30 avec un pourcentage de 42,86% ne sont pas satisfaits. En effet, ces 60 individus (pas du tout satisfaits et pas satisfaits) affirment que ces moyens pédagogiques sont dépassés, non actualisés et ne répondent pas aux attentes.

Tableau8: Globalement, que pensez-vous de la qualité de l'éducation au Mali?

Appréciation	Effectif	Fréquence en %
- Mauvaise	32	45,71
- Médiocre	30	42,86
- Bonne	7	10
- Excellente	1	1,43
Total	70	100

Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

Dans ce tableau8, les chiffres sont assez alarmants, car 32 individus soit 45,71% trouvent la qualité de l'éducation au Mali mauvaise ; 30 individus soit 42,86% la trouve médiocre. Ces 62 individus sur 70 trouvent les programmes inadaptés, l'absence d'enseignants qualifiés, le manque de volonté et le niveau bas des élèves, l'insécurité

Par ailleurs, il faut noter que seulement 7 individus sur 70 soit 10% trouvent la qualité de l'éducation bonne et 1 individu soit 1,43% trouve la qualité excellente.

Tableau 9: Avez-vous des suggestions pour améliorer la qualité de l'éducation au Mali?

	Effectif	Fréquence en %
Oui	60	85,72
Non	10	14,28
Total	70	100

Source : Auteurs à partir des données de l'enquête

A ce niveau (réf tableau9),60 individus soit 85,72% disent avoir des suggestions pour améliorer la qualité et 10 soit 14,28% disent ne pas avoir de suggestions.

3.2. DISCUSSION :

Au regard des observations précédentes, des améliorations dans le dispositif de financement de l'éducation sont nécessaires et peuvent s'articuler autour des points suivants :

- Le gouvernement doit en effet, de toute urgence répondre à l'impératif de la qualité de l'éducation. Déjà que ce secteur est en proie à d'innombrables difficultés, les résultats sont en deçà des attentes en dépit des efforts budgétaires consentis depuis l'indépendance. Abandon scolaire, mauvaise qualité du plateau technique , pléthore dans les classes, inadéquation entre la formation et les besoins du monde de l'entreprise, disparités régionales dans les conditions de scolarisation et dans le niveau de formation, et bien d'autres défaillances font que l'éducation n'arrive toujours pas à franchir le pas de la qualité et jouer son rôle dans la formation du capital humain ((Devarajan *et al.* 1999) mettant l'accent sur le problème de fongibilité de l'aide.

Aujourd'hui, les partenaires ne manquent pas de relever ce point. *«C'est la qualité qui est le plus grand défi du Mali en matière d'éducation. Le gouvernement doit en effet, de toute urgence, répondre à l'impératif de la qualité de l'éducation»*. Comment ? *En plus du budget de fonctionnement, un cadre juridique devrait prévoir un budget d'investissement consacré à la qualité de l'éducation.*

- accroître la capacité d'absorption de l'aide de manière à ce qu'elle soit bénéfique aussi bien à la croissance qu'à la réduction de la pauvreté ;

Le modèle de croissance keynésien d'Harrod et Domar (1939-1946), ont permis de déterminer le niveau d'aide nécessaire pour atteindre un objectif de croissance équilibrée. En effet, l'aide est évaluée de manière à combler un déficit externe (Importations – Exportations) et également

un déficit interne (Investissements – Épargne). Afin d'accélérer le développement, il conviendrait de stimuler la croissance et la consommation dans les pays pauvres, et y faire émerger des marchés potentiellement rentables pour leurs entreprises.

- combiner les mesures de bonne gouvernance avec d'autres politiques, telles que la réduction des inégalités.

Un gouvernement efficace et transparent opérant dans un cadre favorable aux libertés individuelles et à la saine gestion des affaires publiques est vital pour générer des gains sociaux et un allègement de la pauvreté durable. Ils présentent également l'inconvénient de ne pas proposer une vue intégrée de la gouvernance et de la corruption. La corruption devrait en effet être perçue comme un symptôme des faiblesses

- Corriger l'effort budgétaire qui est mal reparti car un enfant scolarisé à Bamako à une meilleure prise en charge que celui d'une zone rurale reculée.

Les recherches attestent qu'une solide position budgétaire est fondamentale pour assurer la stabilité macroéconomique, laquelle est de plus en plus reconnue comme un facteur essentiel à une croissance soutenue et au recul de la pauvreté. Un ajustement budgétaire avisé peut également permettre de mobiliser l'épargne intérieure, promouvoir une meilleure affectation des ressources et contribuer à la réalisation des objectifs de développement.

- Il est primordiale d'investir dans les moyens pédagogiques : confection et achat de documents, de supports pédagogiques...)

Il apparaît important de déterminer l'assise juridique et politique la plus adaptée : gérer avec clairvoyance les intérêts nationaux, renforcer la cohérence des politiques au service du développement ; investir dans la production, la mesure et la diffusion des résultats des activités financées par l'aide. S'agissant de la gestion en matière organisationnelle, il est nécessaire de : définir une structure de direction efficace ; remédier à la dispersion institutionnelle ; gérer avec plus de cohérence les contributions aux organismes multilatéraux ; décentraliser la gestion au profit du terrain.

4. CONCLUSION

La présente étude a essayé de déterminer la relation qualité et financement de l'éducation au Mali. Il a été surtout question de comprendre, la relation entre Financement et qualité de l'enseignement Primaire au Mali. Les principales investigations réalisées par le truchement des politiques éducatives, en référence aux différentes politiques développées après près de cinq décennies d'exécution, nous ont permis de constater malheureusement que le développement est en faillite dans ces pays. Outre, la prédominance politique qui a caractérisé

les actions mises en œuvre dans les divers plans proposés, ce sont l'apriori et l'absence de clairvoyance sur le modèle appliqué qui sont à incriminer. La grande préoccupation réside dans le fait que l'impact est moins perceptible du côté des populations de façon globale. D'une manière générale dans la littérature économique, la notion d'efficacité de l'aide au développement n'apparaît pas très claire. On peut regrouper les auteurs en deux catégories.

Il y a d'un côté ceux pour qui l'aide n'a d'effet sur la croissance que si le pays bénéficiaire applique de bonnes politiques économiques. D'un autre côté, il y a ceux pour qui l'aide n'a pas répondu aux attentes dans les pays en développement, mais a été d'un apport considérable dans le secteur de l'éducation. Cette hypothèse semble se vérifier dans nos investigations en ce qui concerne le Mali. Notamment pour ce qui est du taux de scolarisation qui connaît un grand « bond » dans le cadre de l'atteinte des OMD, et la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Mais, au-delà de cet état de fait, l'aide dans ces modalités d'octroi, ses conditionnalités, aliène et condamne ces pays dans la dépendance, dans le non-développement. Nous parlerons d'un taux de croissance numériquement positif et littéralement générateur d'un développement humain négatif. La croissance qui peut servir ces pays est celle qui conduit directement au développement de façon durable et à l'épanouissement de toutes les couches sociales. Il ne faut pas voir de conséquence des investissements utiles et productifs et des dépenses publiques adaptées pour réduire de façon globale la pauvreté.

Ce travail nous a permis aussi de montrer que ces pays en général et le Mali en particulier comptent en grande partie sur le financement extérieur pour le financement du secteur de l'éducation. L'amélioration de la gestion de l'aide, l'harmonisation des procédures des bailleurs, octroyée une APD qui aide véritablement constituent une des solutions essentielles pour la rendre efficace. Ce manque de référence, du moins une référence positive de la stratégie augure de sa non-attractivité à l'égard des pays occidentaux. Là où, il y'avait eu une tentative de sa mise œuvre, le système a tout de suite commencé à montré sa limite.

Un des problèmes rencontrés lors de cette étude, est la non-concordance des sources de données relatives aux flux d'aide, car celles-ci diffèrent radicalement ou sensiblement suivant qu'elles proviennent du gouvernement ou des bailleurs. On assiste actuellement à une réévaluation fondamentale des dispositifs d'aide, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux. Il ressort de cette étude que l'aide extérieure octroyée au Mali, bien qu'ayant été sans conteste d'un apport considérable pour la consolidation, voire l'amélioration des conditions sociales est

loin d'atteindre les objectifs que les bailleurs se sont fixés eux-mêmes, et ce qui a été accompli est une illusion de plus.

Notre étude incarne pourtant des limites comme toute recherche dont les principales sont liées non seulement à la limite des données mais aussi au seul cas de Bamako avec une démarche analytique probabiliste. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la pertinence des résultats. Ce constant par ailleurs, peut impacter nos résultats. Il serait souhaitable d'engager une étude approfondie sur cette question car l'éducation est fondamentale pour le Pays.

BIBLIOGRAPHIE

1. **ABDELJALIL A, et VALERIE B (2018)** : « Accueillir tous les enfants à l'école » question de l'inclusion, sèvres, éditeur CIEP.
2. **ABDELJALIL A. (2018)** : Systèmes Educatifs Africains et Orientations Internationales pour l'Education au XXIème Siècle, CIEP.
3. **ADAM, C., G. CHAMBAS, P. GUILLAUMONT, S. GUILLAUMONT JEANNENEY, and J. W. GUNNING (2004)**: "Performance-based Conditionality: European Perspective". *World Development*.
4. **Aiyar S, Berg A et Hus sain M (2005)** : le « défi macroéconomique de la croissance de l'aide » *Finance & Développement*, Septembre.
5. **ALVI, E. and A. SENBETA (2011)**: "Does foreign aid reduce poverty"
6. *Journal of International Development*.
7. **AMPROU J. et E. Duret (2000)** :«Réformes, Groupes d'Intérêt et Dépendance à l'Aide: Théorie et Estimation Econométrique», in *Survivre grâce à l'Aide, Réussir malgré l'Aide*, Cahier des Sciences Humaines No.13, Autre part, IRD.
8. **AMPROU J et Chauvet L., 2007** : « Débats sur l'efficacité de l'aide, fondements et nouveaux enjeux », Document de travail AFD.
9. Devarajan *et al.* 1999. fongibilité de l'aide.